

La cohésion nationale, avant que les Suisses ne se comprennent plus

LA SUISSE DE DEMAIN (1)

Les Alémaniques boudent le français, l'armée ne suscite plus de vocations et les expositions nationales piétinent. Souder la nation dans une société toujours plus hétérogène et individualiste ne représente pas le moindre des défis à venir

ALINE BASSIN

Au Collège du Passage, en plein cœur de Neuchâtel, la récréation se termine et les enfants envahissent leur salle de classe dans une ambiance de fin d'année scolaire. Ils s'appellent Léon, Mouad, Zaidig, Jeanne, Chloé ou encore Amalia et ne sont pas tout à fait des élèves comme les autres car ils suivent la filière «Prima». C'est-à-dire qu'ils accomplissent l'intégralité de leur scolarité en immersion en suivant une partie des branches en allemand.

Aujourd'hui, c'est cours d'histoire, et les élèves de 8e HarmoS vont se pencher sur la *Erster Weltkrieg* («Première Guerre mondiale») après avoir visionné une petite vidéo dans laquelle ils présentent la ville de Neuchâtel dans un très bon *Hochdeutsch*. «On a fini le programme de l'année, alors je leur fais déjà une petite sensibilisation à celui de l'année prochaine», glisse leur enseignante Monia Ragazzi, qui est à elle toute seule une véritable encyclopédie linguistique, maîtrisant l'italien, le français, l'allemand, l'anglais ou encore l'arabe.

Là, c'est dans la langue de Goethe qu'elle donne les instructions à sa classe, formée d'environ 20 enfants d'une douzaine d'années. Demandant au passage à l'une d'entre eux de les reformuler en français, histoire de vérifier que les consignes ont été bien comprises. Répartis en petits groupes, les élèves doivent rassembler des informations liées à la Première Guerre mondiale. *Russland, USA, Deutschland, Frankreich*, les noms des puissances belligères valsent en allemand, les autres éléments d'information suivent plutôt en français. A l'heure de la synthèse, certains élèvent tentent la réponse *auf Deutsch*, à l'instar de Jeanne, qui s'efforce de dater la fin de la guerre en allemand, corrigée avec bienveillance par son enseignante.

Un constat d'échec comme point de départ

Ce microcosme s'active sous l'œil attentif de Jean-Claude Marguet, directeur de l'enseignement obligatoire du canton de Neuchâtel pour quelques semaines encore. A l'heure de la retraite, il a le sentiment du devoir accompli puisque c'est sous son égide que le canton a complètement revu l'enseignement de l'alle-

mand. «A l'époque, nous avons constaté que nous passions des heures à enseigner les langues étrangères avec un résultat décevant. En résumé, au sortir de l'école, les élèves n'étaient pas capables de commander un *Gipfel* («croissant») à la gare de Zurich. Alors, nous nous sommes dit qu'il fallait apprendre de manière plus naturelle.»

A la fin des années 2000, le canton revoit donc complètement sa copie et lance un projet pilote de filières bilingues dans quelques communes. Quinze ans plus tard, l'expérience est jugée très concluante et le concept a fait tache d'huile. En 2024, le canton de Neuchâtel comptait 79 classes bilingues pour un total de 1448 élèves et 111 classes (soit 1968 élèves) pratiquaient la sensibilisation à l'allemand via un autre programme, baptisé «Anima». Celui-ci prévoit qu'un enseignant puisse aussi pratiquer dans la langue de Goethe en classe dans sa matière mais hors de la voie Prima qui est, elle, totalement immersive.

“

LA SUISSE D'AUJOURD'HUI N'EST PLUS LA MÊME

STEFAN SCHMID, RÉDACTEUR EN CHEF DU «ST. GALLER TAGBLATT»

Si les cantons bilingues que sont Berne, le Valais et Fribourg proposent aussi des filières bilingues, Neuchâtel – qui vécut dans le giron prussien entre 1707 et 1814 – est le seul canton monolingue à le faire. Et des relations étroites sont nouées avec le canton de Soleure, qui suit l'expérience avec beaucoup d'intérêt et qui s'en inspire. La proximité de la barrière de röstli nourrit certainement l'intérêt de ces cantons; à mesure que l'on s'éloigne de la frontière linguistique, les discussions relatives à l'apprentissage des langues nationales deviennent plus passionnées et les critiques se font plus virulentes.

Début juin, alors que le débat sur l'apprentissage des langues était déjà vif en Suisse, la nouvelle conseillère d'Etat chargée de l'Instruction publique dans le canton d'Argovie a jeté un pavé dans la Sarine. Dans une interview accordée à la *NZZ*, Martina Bircher a estimé qu'il fallait en finir avec cette *Heidiland-Diskussion* et manifesté son intérêt de revoir l'enseignement des langues dans son canton. Invitée par *Le Temps* à s'expliquer, l'élue UDC dit avoir été catastrophée par les résultats des élèves lors des derniers tests de compétences de base réalisés dans l'ensemble du pays. «En Argovie, dans les classes moins avancées, 7% des élèves de l'école primaire ont atteint le niveau A2 [les niveaux vont de A1 à C2, qui correspond à une excellente maîtrise de la langue, ndlr]. C'est un énorme problème», observe celle qui a appris le français à Paris et assure n'en avoir jamais eu besoin jusqu'à son arrivée au Conseil national en 2019.

Pourtant, au siècle passé, l'élite alémanique affichait fièrement son amour et sa maîtrise de la langue de Molière. «La Suisse d'aujourd'hui n'est plus la même», constate dans un français impeccable depuis l'autre bout du pays Stefan Schmid, rédacteur en chef du journal *St. Galler Tagblatt*. Fort de son succès économique, le pays s'est beaucoup internationalisé. Il y a une immigration importante, notamment avec la libre circulation. A Zurich, on entend beaucoup plus souvent l'anglais que le français. Il y a même des bars où on ne peut pas commander une bière en allemand.»

Pour le journaliste, il n'y a donc pas forcément un désamour du «caractère multilingue de la Suisse» mais l'anglais est devenu plus important, un phénomène encore renforcé par les réseaux sociaux: «Mon fils est rarement confronté avec le français et cela a une influence sur sa motivation à apprendre les langues.»

Tout miser sur l'anglais?

A quand le jour où la Confédération abandonnera la sacro-sainte règle qui veut que chaque élu, chaque fonctionnaire s'exprime dans sa langue plutôt que dans celle du business et de la tech? Pour l'intellectuel Beat Kappeler, dont le livre *Le monde se déchire: et la Suisse?* vient d'être traduit en français, la rapide propagation de la langue des affaires est «presque irréversible», et il



n'y voit pas que des inconvénients: «Si tout le monde parle anglais, personne n'est défavorisé, tout le monde est sur un pied d'égalité.» Et de préciser que «la cohésion nationale ne tient pas forcément qu'à la connaissance des langues». A ses yeux, le patriotisme républicain doit rassembler les Suisses et les immigrés: «Si on est d'accord d'organiser des votations et d'élire un parlement, si on est d'accord avec la liberté d'expression et le système de la propriété individuelle, cela construit la nation. Beaucoup plus que les langues.»

Economiste des langues, François Grin se montre lui plus inquiet face au mouvement de défiance observé: «Cet apprentissage est nécessaire. Il ne doit pas être poussé très loin pour tout le monde mais il faut qu'il y en ait un peu pour établir et entretenir un sentiment d'appartenance. Notre construction individuelle doit pouvoir puiser dans le fait que nous avons plusieurs langues. En tant que Romand, il est très important que le contact avec l'allemand et l'italien soit une ressource que je puisse utiliser pour me construire, être davantage moi-même et cultiver une façon particulière d'être francophone. Tout en permettant un voisinage cordial, cela me différencie d'un Français. Comme d'un Allemand et d'un Italien, pour les Alémaniques et les Tessinois.»

Le chercheur souligne aussi l'avantage que le multilinguisme et la multiculturalité représentent pour cette île plantée en plein cœur de l'Europe, en offrant un «accès», une «familiarité» avec les autres espaces linguistiques qui l'entourent. «La Suisse ne s'est pas construite malgré sa diversité linguistique mais via sa diversité linguistique, conclut le chercheur, qui estime que pour rester un *Sonderfall*, il faut faire l'effort d'apprendre les langues. «Cela fait partie du travail.»

Entre armée et service citoyen

Un constat auquel le haut fonctionnaire neuchâtelois Jean-Claude Marguet souscrit pleinement. Intarissable sur le sujet qui lui est cher, celui qui a obtenu le grade de colonel à l'armée se souvient avec tendresse de ses années de caserne où la cohabitation se passait sans heurts et où on ne pouvait pas se permettre de ne pas se comprendre lors de simulations d'affrontements.

Face à la crise des vocations militaires, difficile de compter sur l'uniforme pour fédérer la Suisse. Le débat va en tout cas rebondir ces prochains mois puisque le peuple est appelé à se prononcer en novembre sur l'introduction d'un service citoyen en Suisse. Sèchement balayé par le parlement, qui n'y a pas opposé de contre-projet, le texte vise à rendre obligatoire pour chaque ressourceur

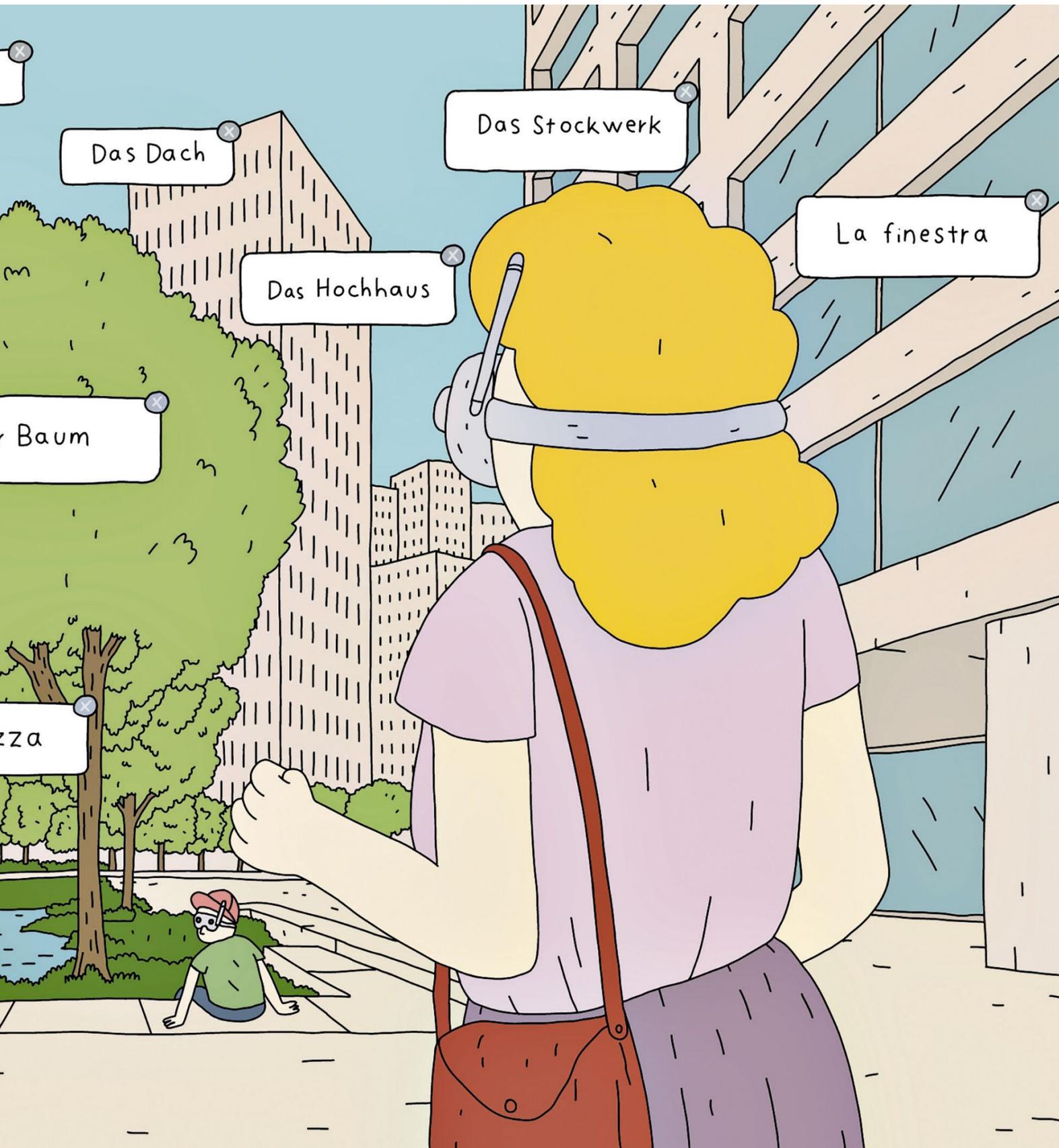


Illustration originale. (JEHAN KHODL POUR LE TEMPS)

C'EST SURTOUT LA PANDÉMIE DE COVID QUI AURA REPRÉSENTÉ UN PUISSANT EXHAUSTEUR DE COHÉSION

organisation Movetia a depuis 2017 pour mission de promouvoir ce type de séjours. Après une chute des déplacements durant la pandémie, la mobilité semble être repartie en Suisse. En 2024, plus de 22 000 mobilités ont été soutenues en Suisse, un nombre qui a triplé depuis 2017. Movetia met aussi sur pied cette année pour la troisième fois la Semaine nationale de l'échange, qui aura lieu en novembre. L'an dernier, quelque 3500 enfants y ont participé à travers la Suisse.

Ces élèves termineront-ils leur scolarité en connaissant les personnages historiques que sont le général Dufour, héros de la guerre du Sonderbund, conflit qui a posé les fondations de l'Etat fédéral, ou encore l'entrepreneur zurichois Alfred Escher, autre figure paternelle de la Suisse moderne?

Rien n'est moins sûr. Au détour des conversations sur l'identité nationale jaillissent bien souvent des interrogations sur le peu d'accent qui est mis sur l'apprentissage de l'histoire suisse pour doter les nouvelles générations d'un référentiel commun.

En attendant que les programmes scolaires évoluent peut-être un jour vers davantage d'histoire suisse, c'est surtout la pandémie de covid qui aura représenté il y a cinq ans un puissant exhausteur de cohésion nationale. La fermeture des frontières avait incité de nombreux Suisses à découvrir leur pays avec un enthousiasme indéniable. Cinq ans plus tard, le rédacteur en chef du *St. Galler Tagblatt* se souvient encore n'avoir jamais vu autant de Romands dans sa région. ■

Demain: Les réseaux télécoms suisses, toujours à la pointe?

tissant helvétique un service à la collectivité et l'environnement via un engagement militaire ou civil étendu à la gent féminine.

La volonté de renforcer l'identité nationale fait partie des réflexions qui animent le comité d'initiative présidé par Noémie Roten. «Nous partons du constat que la société se fragmente et est dramatiquement individualiste, explique la jeune Genevoise exilée en terre allemande depuis des années. Le sens du «nous» s'effrite alors que les défis liés à la sécurité, la santé, les cyberattaques ou les catastrophes naturelles sont énormes.»

Consciente que le texte est à «contre-courant» de l'évolution sociale, celle qui a également servi sous le drapeau à croix blanche relève que l'argument qui fait le plus mouche dans la précampagne de cette votation est celui de la cohésion et de la résilience sociales pour répondre aux enjeux auxquels la Suisse fait face. Et, selon elle, si l'intérêt linguistique n'est pas présent dans le texte de l'initiative, il est sous-jacent, faisant partie des compétences de base que le projet peut contribuer à inculquer aux Suisses.

Pour celle qui déplore le manque de vision de la classe politique, il ne s'agit pas seulement d'apprendre les langues mais aussi de découvrir la culture des autres. Pour ce faire, la Confédération a

concocté un rendez-vous très particulier: l'Exposition nationale. L'ancienneté du concept rappelle que la question de la cohésion nationale ne date pas d'hier puisque c'est en 1883 que la première édition de cet événement a eu lieu.

“ J'AI ÉTÉ FRAPPÉ PAR LA RESSEMBLANCE, AU JAPON, DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE AVEC EXPO.02

DAMIEN COTTIER, CONSEILLER NATIONAL

Organisée à Zurich, elle était consacrée à l'importance de l'école et de la formation pour soutenir la croissance économique. Sans évidemment pouvoir établir une corrélation scientifique, on se contentera de noter que le message a visiblement infusé tant le pays va par la

suite connaître un essor qui interpelle bien au-delà de ses frontières.

«La Suisse est un des seuls pays qui organisent tous les trente ans un événement pour se demander à quoi elle sert, et comment elle évolue», observe le conseiller national PLR Damien Cottier, qui a lui-même travaillé pour l'Expo.02, dernière édition en date de l'événement, qui avait eu lieu sur quatre arteparges dans la région des Trois-Lacs.

L'Exposition nationale renvoyée aux calendes grecques

Centrés sur les Alpes, les villes, l'innovation et le travail, quatre projets ont émergé pour la prochaine édition, qui aurait dû, selon le calendrier original, avoir lieu en 2027. Engagée dans un programme d'économies, la Confédération a toutefois fait savoir en juin qu'il n'y aurait pas de subventionnement fédéral avant 2030 au plus tôt. Les Helvètes ont de toute manière pris l'habitude de patienter puisque l'avant-dernière grande communion nationale avait, elle, eu lieu en 1964 à Lausanne.

Sentant le rendez-vous menacé, l'élu neuchâtelois a demandé ce printemps au Conseil fédéral dans un postulat de réfléchir à la pertinence de viser plus grand en substituant l'adjectif «universel» au mot «national». L'objectif initial du concept ne risque-t-il pas de dispa-

raître s'il en était ainsi? «J'ai visité Milan et Osaka et ai été frappé par la ressemblance au Japon de l'Exposition universelle avec Expo.02», argue le politicien, soulignant que la grande majorité des visiteurs restent de toute manière des locaux. A ses yeux, cette internationalisation de la formule permettrait tout autant de s'interroger sur la place de la Suisse dans le monde et sur ce que la Suisse peut apporter au monde, tout en renforçant l'intérêt économique du projet. Affaire à suivre.

En attendant, Damien Cottier rappelle que les Fêtes fédérales de lutte, de gymnastique, de tir ou de musique représentent aussi des «incubateurs de la Suisse moderne» particulièrement intéressants parce qu'ils «viennent de la base et pas du haut».

Savoir d'où on vient

Apprentissage précoce des langues, Expositions nationales, service civil... Pourquoi ne pas simplement développer les échanges linguistiques, une solution taillée sur mesure pour la très plurilingue Suisse? Du travail au pair au semestre universitaire en passant par l'expérience professionnelle de l'autre côté de la Sarine ou des Alpes, le concept peut être décliné dans différents formats et dans différents budgets.

Soutenue par des fonds publics, l'or-